

l'environnement macroéconomique. L'impact sur le secteur commercial sera largement indirect mais néanmoins positif.

Réduction des importations

Il y a deux façons de redresser la balance commerciale : réduire les importations et augmenter les exportations. La réduction du déficit (et de la dette publique) peut faire l'un et l'autre. En stimulant la demande globale par une augmentation des dépenses de consommation du secteur public, un déficit peut accroître les importations et provoquer une détérioration de la balance commerciale¹⁰. En raison de l'ouverture de l'économie canadienne, et du fait que les déficits canadiens actuels sont composés largement des coûts d'emprunt associés à la consommation gouvernementale antérieure, il est probable que les déficits budgétaires ont entraîné un niveau plus élevé d'importations.

Le fait que la balance commerciale canadienne ait probablement été plus faible que prévu en raison de déficits publics successifs ne devrait pas en soi être trop inquiétant. Ce qui l'est plus, c'est que les déficits budgétaires antérieurs résultaient de dépenses de consommation des gouvernements et non d'investissements productifs¹¹. Par conséquent, les déficits budgétaires et les bilans commerciaux moins positifs ont peu contribué à améliorer les perspectives de croissance économique. Dans la mesure où la réduction du déficit peut cibler la réduction des dépenses publiques de consommation, les avantages sont beaucoup plus évidents puisque la réduction des dépenses gouvernementales, y compris celles consacrées aux exportations, ne nuira pas à la croissance économique dans l'avenir.

Compétitivité accrue

Selon le World Competitiveness Report de 1994, la compétitivité des pays est déterminée en bonne partie par leurs gouvernements¹². À ce chapitre, le Canada se classe au sixième rang parmi les pays du G-7 (au 16^e rang mondialement). Son classement est entraîné à la baisse par la très faible compétitivité du secteur public.

¹⁰ Voir N. Bruce et D. Purvis, « Les conséquences des déficits », dans *Les politiques budgétaire et monétaire*, Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, University of Toronto Press, Toronto Ontario, 1986, p. 68-69.

¹¹ Voir le ministère des Finances, *Instaurer un climat financier sain*, Ottawa, octobre 1994, p. 8.

¹² Voir *The World Competitiveness Report 1994*, International Institute for Management Development, Lausanne, Suisse et le Forum économique mondial, Genève, Suisse, septembre 1994.